COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE •• PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

MERCREDI 16 AVRIL 1975

EDITORIAL LE POUVOIR COLONIAL MONTRE LES DENTS

Les travailleurs agricoles sont de nouveau en grève. Ils réclament que leurs salaires soient alignés sur ceux des ouvriers d'usine. Dans la matinée du lundi les débrayages ont commencé dans la région du Lamentin-Ste Rose.

Beaucoup de travailleurs estiment, en effet, que l'augmentation obtenue récemment n'est pas suffisante. Car pour l'essentiel les patrons n'ont fait que des promesses. Aujourd'hui ils demandent que les coupeurs de canne fassent 8 heures ou des tâches beaucoup plus longues pour toucher les salaires alignés sur ceux des secteurs industriels.

Les travailleurs ne sont pas prêts à accepter de telles conditions, car le travail dans les champs de canne est une activité particulièrement pénible.

Ils ont donc décidé de reprendre la grève en attendant les résultats des discussions qui sont encore en cours actuellement.

Mais cela a suffi pour que le préfet vole de nouveau au secours des capitalistes usiniers.

Dans un nouveau discours menaçant ce dernier a informé la population qu'il envoyait de nouveau les forces de répression dans les champs et autour des usines Brandissant la menace de répression contre les travailleurs de la canne pour les obliger aux conditions fixées par les capitalistes, le préfet veut effrayer la population en parlant de menace de subversion. Nous avons eu droit aussi au couplet habituel sur les agitateurs.

Le préfet veut ainsi préparer l'opinion publique à une répression brutale contre les travailleurs et contre ceux qui soutiennent leurs luttes.

Face à cette situation les travailleurs doivent se préparer à réagir. Car ce qui se passe dans la canne les concerne également. Ces faits sont révoltants et ne peuvent que soulever l'indignation générale. Il est intolérable que chaque fois que les travailleurs se battent pour améliorer leurs conditions de vie ils se retrouvent face à des bandes d'hommes armés destinées à les réprimer. Le pouvoir protège les gens riches qui depuis des années ont accumulé dans les coffres-forts des banques européennes des millions sur la sueur

(Suite au verso)

GUADELOUPE

SITUATION DANS LA CANNE OÙ EST LA SUBVERSION?

Au moment où nous écrivons nous ne savons encore si le mouvement de grève s'est étendu à tous les champs de canne. Mais lundi matin dans beaucoup de champs de la région de Ste-Rose et du Lamentin la grève était très suivie.

Il n'y a pas eu comme le prétend le préfet des agitateurs qui ont débauché les ouvriers. Cela est faux. Nous avons vu tout au long de la semaine des réunions syndicales, tenues par l'UTA. Qui les délégués de l'UTA ont discuté pendant la semaine avec les travailleurs. Ils ont donné leur mot d'ordre aux travailleurs. MAIS CELA C'EST LEUR DROIT LE PLUS STRICT car à notre connaissance le DROIT DE GREVE AINSI QUE LA LIBERTE D'ASSOCIATION, CELUI DE SE SYNDIQUER, EXISTENT.

Puis dimanche et lundi les travailleurs qui voulaient faire grève sont passés en

différentes habitations et sections de la région pour convaincre leurs camarades de continuer la lutte jusqu'à satisfaction complète de leurs revendications.

Quoi donc de plus normal à cela ? Où est la subversion dans tout cela ? Non ! Le prétexte est trop gros. Lecornec est un beau parleur, un faiseur de discours qui veut cacher derrière les mots la volonté de casser la grève par la force armée.

C'est bien cela la situation coloniale. Mais à continuer dans cette voie là, l'administration finira bien par récolter ce qu'elle sème. Il se pourrait bien un jour que les travailleurs retournent contre eux les mêmes moyens qu'ils utilisent aujourd'hui contre la population laborieuse.

LA CHASSE AUX HAÏTIENS EN MARTINIQUE

Depuis trois semaines des dizaines d'haïtiens et d'haïtiennes sont régulièrement expulsés de Martinique, embarqués de force dans un avion et renvoyés dans leur pays. Et ceci n'est qu'un début, ces mesures d'expulsion devant se poursuivre et se renforcer.

Pourquoi ? Qui ces petits marchands de souvenir et de menus objets gênent-ils ?

Tout simplement des gros commerçants de Fort de France, qui se plaignent de "concurrence déloyale" et qui ont adressé au ministère des DOM et au préfet une pétition pour réclamer l'expulsion de ces modestes revendeurs.

Et France-Antilles de préciser avec indignation que ce "Big bazar Haïtien" coûte au bas mot un milliard ancien à la Martinique" et parler cyniquement de "campagne d'épuration" comme s'il s'agissait de bêtes malfaisantes, de microbes ou de parasites... En vérité, c'est ainsi que les colonialistes et les rois du commerce et de l'import-export considèrent ces Haïtiens chassés de leur pays par la misère et contraints de livrer ici à ce petit commerce pour vivre, lorsque ceux-ci portent une atteinte aussi minime soit-elle à leurs profits.

Mais lorsqu'il s'agit pour ces capitalistes d'avoir à leur disposition une main d'oeuvre à bon marché, qu'ils peuvent exploiter sans limite, ils n'hésitent pas à faire venir et à embaucher ces mêmes Haïtiens pour les exploiter férocement.

Et dans un cas comme dans l'autre, ces messieurs agissent avec la bénédiction et l'appui du gouvernement colonialiste qui n'hésite pas à mettre à leur service sa police, sa douane, sa gendarmerie et son administration.

HALTE A LA PASSIVITE ET AU SECTARISME unité d'action contre la répression

La situation que veut créer le préfet de la Guadeloupe est grosse de menace. Les tendances, partis et organisations de gauche et de l'extrême-gauche ne doivent pas rester indifférents à ce qui se passe dans les champs de cannes.

La riposte doit se faire non seulement sur le plan des entreprises comme nous l'écrivons dans notre éditorial mais aussi sur le plan politique.

Devant cette attaque du pouvoir colonial il est nécessaire de faire front quel que soient les divergences qui séparent les organisations. Il est nécessaire de répondre au coup de force de l'administration par une riposte unitaire.

Les partis et organisations qui, soit par passivité, soit par sectarisme freineraient cette action unitaire porteront la lourde responsabilité de ce qui pourrait arriver demain dans la canne si on laisse les mains libres au préfet et à ses bandes armées.

L'heure n'est ni à la passivité ni au sectarisme. L'heure est à l'unité d'action contre un ennemi commun.

Pour sa part "Combat Ouvrier" est prêt à participer et à lutter pour que cette action contre la présence des forces armées dans les campagnes soit effective.

VIVE L'ACTION UNIE CONTRE LA REPRESSION.

KEPIS ROUGES CRS DEHORS DES CAMPAGNES.

KEPIS ROUGES CRS HORS DES ANTILLES.

PROBLÈMES DE LA RÉCOLTE A PORT-LOUIS

QUE SE PASSE-T-IL A BEAUPORT ?

A Beauport, à la fin avril, la récolte n'a pas encore démarré. En principe, l'usine doit se mettre en route précisément ce mardi 15 avril. Mais, comme ce n'est pas le premier "faux départ" de la SAUB, on peut se demander si ces annonces seront suivies d'effet.

En fait, la SAUB met vraiment peu d'empressement, c'est le moins que l'on puisse dire, à mettre en route. Il y a toujours un prétexte pour retarder l'échéance, et cela, depuis la période où l'on devait théoriquement remettre l'usine en état. A l'époque, c'étaient, paraît-il, les crédits qui manquaient. Une aide ayant été accordée par l'état, ce fut l'absence d'une pièce indispensable qui fut invoquée. Elle fut commandée mais paraît-il bloquée à Barbade par la grève des dockers...

C'est pourquoi, après cet acharnement du "mauvais sort" sur l'usine, on finit par ne plus croire à la reprise effective de son activité. Certains "mauvais esprits" se demandent même si la SAUB n'a pas intérêt à recevoir des crédits pour finalement annoncer l'impossibilité de mettre en route. Ce qui ne l'empêcherait nullement d'envoyer sa canne à d'autres usines.

PETITS MALINS DE LA SAUB

La semaine dernière, deux champs appartenant à la SAUB (société anonyme des usines Beauport) ont été brûlés, et ce, à en croire les usiniers, par une main criminelle.

En toute logique, il fallait couper la canne en question, sous peine de la voir perdue. Les usiniers firent donc venir des machines, récoltèrent la canne, et étant donné que l'usine Beauport n'est pas encore en activité, se virent "contraints" de la vendre à une autre usine.

Les "mauvaises langues" (encore elles) affirment que, certes, l'usine a officiellement déploré la chose ; mais que, finalement, cela ne dérange pas trop ses affaires ; voilà qui permet en effet de commencer (si peu que ce soit) la récolte sur les terres de l'usine ; en même temps cela fait une petite rentrée d'argent ; et enfin, les dites cannes sont assurées..

Encore quelques "incendies criminels" de ce genre, et c'est tout sa canne que la SAUB se verra "contrainte" de vendre à une autre usine, avant même d'avoir eu le temps de mettre en route...

LA MÉCANISATION CONTRE LES TRAVAILLEURS

Dans la région de Port-Louis, comme nous l'avons dit, la récolte n'a pas encore démarré.

Mais cette année, indépendamment du retard causé par l'usine elle-même et aussi par la non-satisfaction des revendications des travailleurs, il semble que de toutes façons, la récolte ne sera pas bien longue. Pourtout, les quelques 8.000 ha que possède la SAUB, même s'ils ne sont pas intégralement occupés par la canne, n'en représentent pas moins quelque chose de considérable.

Mais, presque partout, la SAUB a effectué des travaux pour aplanir les terrains : de telle sorte que partout, la coupe pourra être faite par des machines et qu'on pourra réduire au minimum, à la fois le nombre de travailleurs employés, et la durée de la coupe. Certains pensent qu'en un mois et demi, tout pourrait être terminé...

Voilà qui ne manquera pas de poser des problèmes très graves dans la région de Port-Louis, parmi les travailleurs agricoles qui verraient donc leur temps de travail considérablement réduit et aussi parmi les ouvriers d'usine, pour les mêmes raisons.

TCHAD LA DICTATURE CHANGE DE TÊTE

Dimanche matin, au Tchad, un coup d'état militaire renversait le pouvoir de Tombalbaye, le chef d'état. Ce dernier y trouva la mort.

Les militaires déclarent qu'ils veulent tirer le Tchad du marasme économique dans lequel le maintenait Tombalbaye tout en conservant toutes les relations et les accords du précédent régime. Ils déclarent aussi qu'il est tout à fait inutile que la population se mêle à tout cela, mais qu'il faut qu'elle reste calme et tranquille. Quant aux intérêts étrangers, ils seront gardés en sécurité.

Une fois de plus, dans un pays africain "indépendant", l'armée, seule force organisée du pays, intervient pour y exercer sa dictature sans intermédiaire.

Le gouvernement français, lui, déclare hypocritement qu'il s'agit d'affaires strictement "intérieures" à la nation tchadienne... alors que depuis une dizaine d'années le 6ème régime Interarmes français d'Outre-Mer est stationné au nord de la capitale et intervient contre des militants d'opposition.

Cette hypocrisie ne peut cacher à personne la responsabilité directe du colonialisme français, qui a mis en place des petits pantins à sa solde, quitte à s'en débarrasser lorsque la situation se détériore ou quand ces pantins ont des velléités "d'indépendance".

De toute façon, ce nouveau coup d'état ne changera absolument rien pour des millions d'hommes et de femmes, aux bords de la famine et dans la misère totale, car la dictature n'a fait que changer de main et elle restera probablement aussi féroce contre la population.

VIET-NAM - CAMBODGE : la déroute des fantoches

Des milliers de femmes, d'enfants sur les routes, des centaines de milliers de morts, de blessés et d'infirmités, tel est le cortège sinistre que laissera derrière lui l'impérialisme américain en Indochine.

Il aura fallu aux peuples du VietNam et du Cambodge payer ce prix pour conquérir leur liberté et leur dignité.

Aujourd'hui les régimes que soutenaient les impérialistes sont pratiquement au bord de l'effondrement. Il ne suffit encore que de quelques heures pour que l'ancien chef d'état renversé par les américains, Sihanouk, ne revienne en vainqueur à Phnom-penh. Il ne suffit que de quelques jours pour que Thieu au VietNam ne s'en aille aussi.

Les diplomates américains, eux, ont plié bagage et abandonnent leurs anciens amis sur place. Ce qui montre bien qu'il n'y a guère intérêt à être dans le camp de l'impérialisme.

Le prix payé par les populations indo-chinoises aura été lourd. Mais l'héroïque lutte qu'ils ont menée, a montré qu'il était possible de faire reculer l'impérialisme quand on veut arracher sa liberté.

Ce conflit qui s'achève laisse pourtant l'impérialisme, malgré sa défaite, bien vivant et capable de renouveler les mêmes sinistres besognes, les mêmes crimes, ailleurs. Cela montre qu'il est urgent de mettre fin à ce système impérialisme lui-même, fondé sur l'exploitation et la violence.

ECHO DU CENTRE HOSPITALIER DE FORT DE FRANCE : DES TEMPORAIRES MECONTENTIS.

Nous sommes des centaines à être temporaires. Nous sommes plusieurs dizaines à occuper un poste en permanence pendant 3 ou même 20 ans.

C'est donc la preuve que nous sommes indispensables au bon fonctionnement de l'hôpital.

C'est donc la preuve que nous sommes ca-

pables de remplir correctement notre tâche.

Pourtant l'administration refuse de nous reconnaître titulaires c'est-à-dire capables de faire le travail.

L'administration refuse de nous titulariser pour faire des économies sur notre tête et pour nous rendre plus dociles et dépendants.

Organisons-nous pour mettre fin à cela!

EDITORIAL suite

et le sang des travailleurs antillais. Ces gens-là sont prêts à créer le bain de sang plutôt que d'augmenter de quelques sous les maigres salaires des travailleurs.

Dès aujourd'hui, dans toutes les entreprises les travailleurs doivent envisager la riposte à l'envoi des forces de CRS ou de képis rouges dans les champs. Ils doivent demander à leurs syndicats de prendre une position claire et ferme sur ce problème, de préparer effectivement une action d'ensemble des travailleurs.

C'est cette action de toute la classe ouvrière qui pourra faire reculer le pouvoir en évitant le bain de sang que veut préparer l'administration coloniale.

Plus la réaction des travailleurs sera rapide et énergique et massive plus il sera possible de contraindre le préfet de mettre un frein à cette politique de force et de répression qu'il engage aujourd'hui. Ce qui se passe dans la canne est l'affaire de tous les travailleurs, c'est à eux tous de riposter.

CERCLE COMBAT OUVRIER

Mardi 29 AVRIL 1975

FORT DE FRANCE

THEME : Premier Mai, Journée Internationale
des travailleurs.

VENEZ NOMBREUX !

Directeur de publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire : N° 51.728
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondance : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
8ème supplément du mensuel N° 48